



HAL
open science

Souvenirs individuels et histoire collective au tour des mémoires vives d'ouvriers syndiqués parisiens

Michel Pigenet

► **To cite this version:**

Michel Pigenet. Souvenirs individuels et histoire collective au tour des mémoires vives d'ouvriers syndiqués parisiens. Vincent Flauraud; Nathalie Ponsard. Histoire et mémoire des mouvements syndicaux au XXe siècle. Enjeux et héritages, Arbre bleu, pp.143-159, 2013, Le Corps social, 9791090129078. <hal-03751190>

HAL Id: hal-03751190

<https://hal.science/hal-03751190v1>

Submitted on 18 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Souvenirs individuels et histoire collective autour des mémoires vives d'ouvriers syndiqués parisiens.

Michel Pigenet

Des mémoires du travail à celles du syndicalisme ; sources et obstacles méthodologiques

Histoire et mémoires syndicales? La problématique du colloque m'a conduit à revisiter une partie des entretiens recueillis lors d'une enquête menée dans le 11^e arrondissement de Paris, au début des années 2000, à l'occasion d'un programme de recherche collective sur les mémoires du travail en région parisienne¹. Le terme de « travail » s'entendait dans son acception la plus large, non limitée aux seules activités de l'industrie ou de l'artisanat, tandis que la collecte s'appliquait aux « mémoires vives », telles que définies par Marie-Claire Lavabre², celles des Parisiens d'aujourd'hui, témoins directs et acteurs des changements intervenus au cours des quatre dernières décennies.

L'enquête de terrain posait la question de la place du travail dans la triple construction croisée de la mémoire, de l'histoire et de l'identité de la capitale. Si le syndicalisme n'était pas au centre du questionnement, nous l'avons très vite croisé. Sans surprise, dès lors que l'un des critères de sélection de l'îlot formé par les rues Saint-Maur/Oberkampf/Moret/Jean-Pierre Timbaud était la présence de la Maison des Métallos, haut-lieu du syndicalisme parisien.

Recueillir les mémoires syndicales en région parisienne s'est avéré plus aisé que capter celles du travail, fragilisées par l'action conjuguée de la désindustrialisation et de l'innovation technique. Les souvenirs militants résistent mieux, bénéficiaires de la force opératoire, au fondement des plus solides identités collectives, que procurent les dispositifs mémoriels et commémoratifs d'organisations pérennes³. Encore la cohérence attachée à cette continuité se ressent-elle du bouleversement radical du rapport des forces sociales et de l'effacement des horizons d'attente et des certitudes qui permettaient au mouvement ouvrier d'ériger l'illégitimité sociale en critère de légitimation⁴.

Contexte et témoins

Longtemps, le 11^e fut représentatif de la « fabrique parisienne » mise en place dès avant la première industrialisation en réponse, ici, à la demande de pièces métalliques des fabriques de meubles du faubourg Saint-Antoine, puis aux besoins d'outils et de machines pour les

¹ Programme interministériel « Cultures, villes et dynamiques sociales » du Plan Urbanisme Construction Architecture. Pour plus de précisions, on se reportera à l'ouvrage tiré de cette recherche : M. Pigenet (dir.), *Mémoires du travail à Paris*, Paris, Créaphis, 2008.

² M.-C. Lavabre, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la FNSP, 1994.

³ M. Augé, *Les formes de l'oubli*, Paris, Payot, 1998 ; J. Candau, *Mémoire et identité*, Paris, PUF, 1998 ; H. P. Jeudy, *Mémoires du social*, Paris, 1986.

⁴ M. Offerlé, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales, ESC*, 1984, vol. 39, n° 4, p. 681-716.

fabriquer⁵. Enracinée dans les profondeurs de l'arrondissement, l'industrie mécanique y conserva jusqu'au dernier tiers du XXe siècle une organisation en petits ateliers, spécialisés et complémentaires, regroupés autour de cours, micro carrefours de l'habitat local. Si les réhabilitations et la vogue des lofts ont préservé l'enveloppe architecturale des immeubles rescapés des rénovations des années 1950 et 1960, il en est allé autrement des activités. Partout, les cabinets d'architectes, de graphistes, de designers ou d'informaticiens ont succédé aux ateliers de mécanique, de maroquinerie, de confection et d'imprimerie.

L'enquête intervient sur fond de mobilisations suscitées par le devenir de la Maison des Métallos, au 94 de la rue Jean-Pierre Timbaud, ex-rue d'Angoulême, débaptisée en 1945 en hommage au dirigeant des métallurgistes cégétistes fusillé en 1941. Les 1 600 m² de terrain occupés par les six bâtiments d'une ancienne usine d'instruments de musique appartenaient, depuis la fin 1936, à l'Union fraternelle des métallurgistes liée aux syndicats CGT de la métallurgie de la région parisienne⁶. Dans les années 1990, l'Union s'est résolue à vendre l'ensemble immobilier dont elle n'est plus en mesure d'assurer l'entretien. Le risque d'une disparition pure et simple de ce lieu de mémoire entraîne la création d'un Comité Métallos, collectif inter-associatif partisan de la municipalisation des locaux et leur reconversion en centre d'activités culturelles respectueuses de « l'esprit des lieux ». Les syndicalistes conservent la propriété de l'un des bâtiments. Dans ce contexte opportun, notre intervention est d'autant mieux accueillie que, sans rien perdre de ses objectifs et exigences propres, elle semble valider scientifiquement la démarche associative.

A l'usage, les atouts de ce recours aux réseaux associatifs et syndicaux l'emportent sur les inconvénients de la connivence et d'une représentativité approximative. La campagne d'entretiens, étalée entre février 2002 et janvier 2003, concerne dix-neuf hommes et sept femmes. L'échantillon compte sept salariés et ex-salariés, mais onze témoins signalent une expérience syndicale directe, dont huit à travers une appartenance plus ou moins longue à la CGT et un en sa qualité de chef d'entreprise. L'article s'appuie, en outre, sur sept témoignages rédigés par des familiers du « 94 », dont l'un figure parmi les personnes interviewées. Contemporains de l'enquête, mais relevant des activités de l'Institut histoire sociale de la métallurgie, ils procèdent du souci de transmission de la mémoire syndicale. Leur contenu et leur ton trahissent la proximité avec des destinataires capables d'en comprendre les allusions et d'identifier les personnes citées par de simples prénoms⁷. Ces textes déplacent le centre de gravité du corpus vers les anciens métallurgistes cégétistes – onze -, tous ex-ouvriers qualifiés - ajusteurs, réglers, électromécanicien, graveur sur métaux. Deux d'entre eux ont été promu à des fonctions de contremaître et de chef d'atelier, tandis

⁵ Cf. F. Faraut, G. Marcadet, F. Paoli, *Industries urbaines à Paris*, IDRASS, 1982 ; J.-O. Retel, *La construction mécanique à Paris de 1778 à 1878*, Paris, CSU, 1988 ; D. Hervier, « Le faubourg Saint-Antoine et la petite industrie », *L'Archéologie industrielle en France*, n° 35, décembre 1999 ; L. Bergeron, M.-T. Pontois, « Mémoire et identité. Le onzième arrondissement de Paris », *La région parisienne industrielle et ouvrière. Cultures et recherches*, n° 6, 1999-2000.

⁶ T. Le Roux (dir.), *La Maison des métallos et le bas Belleville. Histoire et patrimoine industriel à Paris*, Paris, Créaphis, 1997.

⁷ « Je me souviens de Malvina qui vient de rejoindre sa sœur aînée Jeannette... », confie Charles Guillemain dans une longue suite de rappels qu'il énonce en écho revendiqué aux encouragements de Georges Perec (*Je me souviens*, Paris, 1978). On sait que l'écrivain avait demandé à son éditeur de laisser « quelques pages blanches sur lesquelles le lecteur pourra noter les 'Je me souviens' que la lecture de ceux-ci aura, espérons-le, suscités ».

qu'un autre s'établissait à son compte après un énième licenciement et une reconversion dans le secteur de l'auto-école. Tous ont exercé des responsabilités syndicales, d'abord comme délégués dans leur entreprise et, parfois, à un niveau plus élevé, mais sans quitter les échelons intermédiaires des secrétariats d'unions locales (UL) ou du syndicat d'arrondissement des métaux. Trois ont été salariés de l'organisation, l'un à la tête de l'UL du 3^e arrondissement, les deux autres comme « permanents techniques » spécialisés dans le conseil juridique.

Autour du « 94 » : patrimoine et référence mémorielle

Interrogé sur la Maison des Métallos, un gérant de société évoque en termes inattendus : « ... l'avant-garde des métallos... la clinique des Bluets... la puissance des syndicats au sens noble du terme... »⁸. Les références trahissent le parcours atypique d'un ancien ajusteur nazairien que son père emmenait, enfant, aux commémorations des fusillés de Châteaubriant. Elles traduisent aussi le renom du lieu qui, réactivé par les mobilisations locales, déborde du cercle des cégétistes parisiens.

Chez ces derniers, métallurgistes ou pas, le « 94 »⁹ constitue un point d'appui mémoriel d'autant plus appréciable que la forte réduction de la surface dévolue aux syndicats à la suite de la municipalisation de 2001, a maintenu intact le bâti initial. Une grande inscription en rappelle l'ancienne fonction, cependant qu'en façade la vitrine et les drapeaux accrochés aux fenêtres du bâtiment de l'Union fraternelle affichent son identité cégétiste. Toujours fréquenté par les militants de la métallurgie, le local abrite l'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie, cadre de plusieurs entretiens. Le passé s'y mêle au présent, depuis la désignation des salles jusqu'à la stèle exposée au premier étage sur laquelle figurent les noms des militants victimes de la répression pendant la Seconde Guerre mondiale.

Les témoignages passent en revue l'affectation, durable ou épisodique, de chaque espace : le bar, la cantine, le cabinet dentaire, la librairie – et la libraire –, la salle Jean Borne – l'auditorium – où se tenaient, un samedi par mois, les réunions de la commission exécutive de l'Union des syndicats des travailleurs de la métallurgie (USTM) de la Seine et, deux fois par semaine, celles consacrées au suivi des « boîtes » de l'arrondissement¹⁰. Chemin faisant, des figures sortent de l'oubli – « Margot la standardiste » ou « Albert le photographe » –, les noms se bousculent. Les deux pages de la contribution écrite de Roger Hamart, ancien secrétaire des Métaux du 11^e, en comptent trente-quatre¹¹. L'expérience intense des fraternités militantes fonde le souvenir définitif d'une « seconde maison » pour la fille d'un syndicaliste mort en déportation¹².

Chargées d'affects, les descriptions d'une « ruche bruissant de tous les camarades venant de leurs entreprise »¹³, restituent des ambiances. « Chaude », précise Albert Maurice, « très

⁸ Entretien avec Jérôme A., 48 ans en 2002.

⁹ « Ce cher '94' » titre Albert Maurice en tête de son témoignage écrit. Document de l'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie (ICGTHSM).

¹⁰ Entretien avec Fernand C., 78 ans en 2002, ancien tourneur sur métaux.

¹¹ « Mémoire du '94' ». Document de l'ICGTHSM.

¹² Entretien avec Michèle G., retraitée. « C'était notre maison », confirme Malika G., dont les parents sont morts en déportation.

¹³ Lucien Esquilat. « Le '94' en 1968 ». Document de l'ICGTHSM.

impressionné », peu après la scission, par une salle Lacazette « archi-comble, y compris les balcons ». Charles Guillemin se souvient du congrès de l'USTM de 1949 et de quelques autres, « houleux ». Bernard Cagne retient qu'ils étaient « enfumés, mais pas fumeux »¹⁴. Plusieurs évoquent des « décisions déchirantes »¹⁵, voire « injustes », sources « de sévères empoignades » dans les années 1967-1968¹⁶. Les fêtes annuelles, à l'exemple de la kermesse annuelle du Bol d'Air des Gamins de Paris¹⁷ ou du sapin de Noël aux chômeurs¹⁸, les bals de la Sainte-Catherine du syndicat de la haute-couture ou ceux des samedis soirs, « au bénéfice des prisonniers politiques espagnols »¹⁹ ou plus corporatifs, lors desquels les ouvriers opticiens apportaient des copeaux de paraffine pour lustrer le parquet²⁰, se détachent de la routine des réunions et des écoles syndicales. Il est aussi question des veillées funèbres, cérémonies d'hommages et autres « saluts fraternels » aux dirigeants et manifestants décédés²¹. La fierté le dispute à l'émotion à propos du centre de formation accélérée ou des initiatives des docteurs Lamaze et Velay en matière de préparation à l'accouchement sans douleur²². « Nous revendiquions et nous réalisons », résume un syndicaliste²³.

Des événements plus singuliers remontent en surface pour faire date, telle l'exposition des cadeaux collectés pour le 70^e anniversaire de Staline, en 1949. A l'époque, commente un témoin, le politique et le syndical « ça se confondait un peu » (André L.). La première venue au « 94 » est associée aux grèves de 1947²⁴ ou de février-mars 1950, chez Citroën-Grenelle²⁵. Des militants parlent de la protection des locaux, « avec les outils nécessaires »²⁶, contre de possibles attentats de l'OAS ou d'autres incursions indésirables en 1968²⁷.

La Maison des Métallos cohabite avec d'autres repères et supports des mémoires syndicales. Ainsi en va-t-il des classiques fonds d'organisations et d'entreprises, consultées pour les besoins de l'enquête et parfois consultés au cours des entretiens afin de susciter une précision, de pointer ou de clarifier des contradictions. Des témoins viennent avec des bulletins de salaire, des certificats de travail²⁸, des carnets et des listes d'établissements répertoriant le nombre de salariés et de syndiqués (Roger H.). Désireux de conserver les traces d'un savoir-faire professionnel, un militant nous remettra la copie d'une courte vidéo réalisée peu après son départ à la retraite dans l'atelier de gravure sur métaux où il avait travaillé²⁹.

Syndicalistes et ouvriers : mémoires partagées

¹⁴ « Contribution à l'histoire du 94. Souvenirs ». Document de l'ICGTHSM.

¹⁵ A. Maurice, « Ce cher '94' ».

¹⁶ R. Hamart, « Mémoire du '94' ».

¹⁷ C. Guillemin, « Je me souviens ».

¹⁸ A. Maurice, « Ce cher '94' ».

¹⁹ B. Cagne, « Contribution à l'histoire du 94. Souvenirs ».

²⁰ Entretien avec André L., 76 ans en 2002, ancien ajusteur, puis électromécanicien.

²¹ Roger Hamart, « Mémoire du '94' ».

²² C. Guillemin, « Je me souviens » et entretien avec Malka G., 72 ans en 2002, ancienne puéricultrice à la polyclinique des Bluets.

²³ B. Cagne, « Contribution à l'histoire du 94. Souvenirs ».

²⁴ Idem.

²⁵ Paul Le Bourgeois, « Souvenirs du '94' ». Document de l'Institut d'histoire sociale CGT de la métallurgie.

²⁶ R. Hamart, « Mémoire du '94' ».

²⁷ L. Esquilat se remémore des gardes de nuit « avec le dentiste » de la clinique. Cf. « Le '94' en 1968 ».

²⁸ Entretiens avec André L. et Roger H., 89 ans en 2002, ancien graveur sur métaux.

²⁹ Document réalisé en 1979. Archives Roger H.

« Moi, j'avais pas honte d'être ouvrier », affirme d'emblée l'ancien secrétaire du syndicat des métallurgiste du 11e arrondissement, attentif à inscrire son itinéraire dans une tradition familiale prolongée, du bois au métal, jusqu'au XXIe siècle³⁰. « Je ne voulais pas en faire des médecins », précise-t-il à propos de ses deux fils, fraiseur et régleur. L'ancrage militant ajoute à l'ouvriérisme typique d'une « génération singulière » forgée au feu du « cycle héroïque » du cœur du XXe siècle³¹. Aux lisières du communautarisme, la conscience de classe, chevillée à l'entre-soi ouvrier, se mesure aussi en quartiers de noblesse prolétarienne. Forts du souvenir de la centralité sociale du groupe que redoublait autrefois la puissance des organisations, les anciens syndicalistes parisiens gardent intacte la méfiance envers les « donneurs de leçons » étrangers au monde du travail (André L.). Les plus débonnaires teintent d'ironie la distance maintenue, en 1968, avec les « anarchistes » postés devant l'usine Debrie : « ils voulaient nous apprendre à faire la grève... on rigolait : ça faisait des années qu'on faisait des grèves... » (Fernand C.).

Syndiqués ou non, les ouvriers affectés à la réalisation, fréquente, de prototypes, de pièces rares, sinon uniques, partagent la satisfaction d'avoir œuvré dans l'exceptionnel. Ils le disent avec leurs mots, vocabulaire composite à base de mots anciens, dont l'omniprésent « compagnon », d'argot d'atelier – « singe », « bécane », « tôlier », « boîte », « rallonge »... - et d'ergolectes de métiers.

A l'instar du reste des salariés de l'arrondissement, les syndicalistes ne dissocient pas l'ambiance de chaque « petites boîtes » des qualités et des défauts prêtés à son patron. Le système hiérarchique des entreprises métallurgiques du 11e ne contredit pas le principe de subordination, mais conditionne l'autorité effective aux compétences démontrées. Sa reconnaissance ne va pas de soi pour les contremaîtres dont les savoir-faire s'exposent à la critique acerbe des ouvriers professionnels³². Les « chefs se reposaient sur les vieux compagnons », assène un ouvrier, prompt à vanter les qualités des mouleurs, « aristocrates de la mécanique » auprès desquels il a beaucoup appris et qu'il tient pour des « as » (Lucien R.). « Dans mon boulot, on apprend tous les jours », renchérit un ancien secrétaire du syndicat des métaux fier d'avoir su organiser un atelier de gravure de douze travailleurs (Roger H.).

Le repérage dans l'espace introduit des écarts avec les salariés ordinaires. Sur ce point, les souvenirs des militants s'apparentent davantage à ceux des employeurs et des cadres. Exercés au recensement et à la localisation des « boîtes », ils savent s'orienter dans celles où ils ont travaillé, énumèrent les détails d'installations et des agencements dont ils ont éprouvé les avantages et les inconvénients. Les témoignages disent l'hétérogénéité des conditions de travail et des ambiances. Les ouvriers professionnels concèdent avoir été « peinardeux » (Lucien R., André L.) dans les petites entreprises, plus « familiales », mais moins généreuses « question rallonge ». Tous apprécient une autonomie synonyme de liberté dans l'organisation des tâches et le rythme de travail. La touche militante ressort dans les usages du temps gagné. « Chez Debrie, note un syndicaliste, je faisais mon outillage, je gagnais deux heures sur le plan de travail, je pouvais discuter en plus des heures de délégation » (Roger H.).

³⁰ Fils d'un ébéniste, son frère fut également ouvrier qualifié de la métallurgie. Entretien avec Roger H.

³¹ G. Noirielle, *Les ouvriers dans la société française, XIXe-XXe siècles*, Paris, Seuil, 1986, p. 196.

³² Entretien avec Roger H. et Lucien R., 83 ans en 2002, ancien ouvrier.

Expériences vécues et préjugés se conjuguent à propos des entreprises à main d'œuvre féminine. Le malaise perce sous le discours jalonné de clichés des délégués masculins. « Les nanas d'usine, à ce moment, c'étaient quand même des dures, des affranchies ! Alors, les petits jeunes qui sortaient d'apprentissage, on sortait à 15 ans [...], elles nous aguichaient, elles voulaient nous dessaler... » (Lucien R.). « Elle fayotaient un peu... » (Lucien R.). « De ce côté-là, j'ai vu des choses affreuses [...], c'étaient des méchancetés de l'une sur l'autre [...]. Nous, les hommes, on se fout sur la gueule, et puis c'est terminé » (André L.).

Il faut aussi compter avec les normes de la « charte ouvrière », code implicite « de l'ordre de vie ouvrier »³³. Gage de sécurité et de solidarité, leur mise en œuvre dans les ateliers du XXe siècle participe des tâches militantes dont elles conditionnent en retour l'adéquation aux attentes du groupe ou étalonnent la sanction des individus qui se « conduisent mal » en faisant du tort à leurs camarades. Du fil électrique laissé à terre par négligence à la tentation de travailler plus vite que les autres, la liste est longue des comportements marqués au coin d'un individualisme préjudiciable à la cohésion ouvrière. S'y livrer en dépit des avertissements – « ça ne se fait pas » - expose aux vicissitudes d'une exclusion proportionnée à la gravité de la faute et à sa récurrence. En général, trois à quatre jours de quarantaine suffisent (André L.). De façon moins négative, on transmet aux nouveaux les « combines » qui facilitent la réalisation des pièces dans les temps, hors du regard des agents du bureau des méthodes (André L.). En marge des règlements intérieurs, nombre d'« arrangements » informels, mais bel et bien intégrés par le collectif, régissent les relations avec la hiérarchie et réajustent les frontières mouvantes de l'obligatoire, de l'interdit et du toléré. En foi de quoi, par exemple, les « chefs » ferment les yeux sur les « pots » organisés dans les vestiaires et auxquels les ouvriers participent à tour de rôle sans que l'atelier soit d'un coup déserté (Fernand C.).

Spécificités militantes

« La mémoire du travail ? Pour moi, ce n'est pas seulement celle du métier, pas seulement la belle ouvrage. En tant que militant, il y a surtout les luttes [...], les choses qui ont été acquises », précise un syndicaliste (Roger H.). A l'écoute des témoignages, il n'est pas toujours aisé de départager ce qui relève du syndicalisme proprement dit, de la tradition héritée des sublimes, de ce qu'autorisait le marché du travail très tendu d'avant les années 1970 et... des prédispositions personnelles.

« J'avais mauvais caractère », convient un cégétiste pour éclairer sa ténacité syndicaliste, cadre de manifestation du goût de comprendre et d'expliquer qui le poussait, enfant, à vouloir être instituteur (Roger H.). Rétifs à la discipline usinière « par tempérament et par esprit syndicaliste » (André L.), plusieurs témoins revendiquent une mobilité de principe. « Je changeais quand j'en avais marre... », résume l'un (Fernand C.), quand d'autres entrent dans le détail des motifs de départs : insuffisance du salaire – « je perdais de l'argent » (Roger H.) - , conditions de travail, vétusté des machines – des « rossignols » -, ponctués de « prises de bec » avec tel « tôlier » ou chronométrier sournois (Lucien R.). L'instabilité s'atténue toutefois avec l'âge et les responsabilités familiales. « Vers 40 ans, j'avais fait pas mal de

³³ M. Verret, *La culture ouvrière*, Paris, L'Harmattan, 1988, p. 167.

boîtes, il fallait que je me calme », estime un militant au moment d'embaucher dans une entreprise où il restera plus de dix ans (Fernand C.).

Les changements d'employeur pour cause de promotion prennent alors le dessus, du moins avant que la désindustrialisation, puis la crise ne resserrent dangereusement le marché du travail. Des syndicalistes se font un point d'honneur à ne pas « trahir » leur classe. « Je n'étais pas ambitieux », explique un ancien OP3 resté volontairement aux portes de la maîtrise (Lucien R.). Passionnés de technique, certains acceptent de se perfectionner, suivent des cours, deviennent « techniciens », mais contournent les fonctions d'autorité. L'un deux, qui doit à ses compétences la direction de fait d'un atelier, ne consent à son reclassement comme cadre qu'à la demande expresse de ses camarades dont il compromet les chances de promotion (Roger H.). Sans illusion sur l'avenir de la métallurgie à Paris, un délégué profite des indemnités perçues à la suite de la fermeture de son entreprise, en 1972, pour sauter le pas d'une véritable reconversion professionnelle pour se mettre à son compte et ouvrir une auto-école (Fernand C.). Licencié, le secrétaire du syndicat de l'arrondissement n'envisage pas un instant, en revanche, de se joindre aux quelques compagnons associés pour monter leur propre atelier : « je ne croyais pas à l'avenir de l'artisanat » (Roger H.).

On ne rompt pas aisément avec les attaches de toute une vie enracinée dans la classe et ses luttes aux fondements de la fierté militante. Les 2 000 syndiqués des métaux de l'arrondissement répartis, à l'exception de 450 « isolés », entre 70 sections d'entreprise, disent la densité du maillage cégétiste. « Bouillon de culture » (André L.), le 11^e, « où vous aviez des vendeurs de l'Huma à tous les coins de rue » (Michèle G.) ne ferme pas l'unique horizon de syndicalistes, trop familiers du « 94 » pour en ignorer l'adossement aux puissants bataillons de l'USTM et de la Fédération de la Métallurgie « qui a beaucoup donné au mouvement interprofessionnel ». « Fer de lance de la CGT » (Lucien R.), « phare au niveau de la classe ouvrière » (Roger H.), les formules ne manquent pas pour signifier combien « on représentait quelque chose, on faisait partie d'un tissu qui a fait la France » (André L.).

Les mémoires cégétistes ne laissent guère de place aux organisations concurrentes. La CFTC-CFDT ? « C'était quand même très faible », constate un responsable d'UL (André L.). Un délégué se souvient de la création d'une section CFDT chez Suchard, mais ajoute que « ça n'a pas tenu, ils ont lâché » (Lucien R.). Le commentaire est plus sévère à l'encontre de Force ouvrière sur laquelle pèse le soupçon d'instrumentalisation patronale : « chez Debrie, ils nous ont collé un syndicat FO dans les dents » (Roger H.).

Itinéraires individuels et destin collectif

Engagés de longue date, les témoins différencient les étapes de leur parcours syndical. Tous distinguent le moment de l'adhésion, située avec précision, de celui où ils ont commencé à « militer vraiment ». Pour le secrétaire du syndicat des métaux du 11^e, dix ans séparent ainsi la première (1937) de la seconde (1947) (Roger H.), celle des responsabilités et des mandats. L'accès au statut de « permanent » représente une rupture décisive, tenue pour telle. Si l'initiative revient toujours à l'organisation, elle dérange et flatte à la fois les militants qui en devinent les conséquences. L'acceptation ne procède pas du coup de tête chez les ouvriers professionnels chargés de famille. Sollicité, après 1968, pour assurer la direction à

plein temps d'une UL, un électromécanicien sait être à un tournant de sa vie. A l'orée de la quarantaine, l'alternative serait les cours du soir en vue de devenir technicien (André L.). Parfois, les intéressés n'ont guère le choix. Paul Le Bourgeois se rappelle que la proposition lui fut faite en décembre 1953, trois jours après son licenciement de l'usine Citroën de Javel pour « faute grave » - la collecte dans la cantine de signatures en faveur de la levée des poursuites contre Benoît Frachon et la distribution d'un journal communiste³⁴.

Les ressources des organisations limitent les possibilités en la matière. En ces années de guerre froide et d'affrontements sociaux rigoureux, l'épreuve du licenciement ponctue le parcours des militants. Retrouver du travail nécessite de contourner les listes noires dressées par le patronat de la métallurgie. « On était fiché » (André L.). Le secrétaire du syndicat du 11^e n'en doute pas, dont le frère a fait les frais d'une confusion de prénoms qui lui vaudra d'être renvoyé sous le prétexte d'un sabotage imaginaire (Roger H.). Lui-même ne réussira à mettre les pieds dans telle entreprise qu'à la faveur du changement de directeur et de la complicité du responsable du personnel³⁵. Lorsque, au bout de deux semaines, la direction réalise son manque de vigilance, il est trop tard. A l'instar de notre témoin, nombre de syndicalistes savent aussi faire valoir leurs compétences. Le fait n'a rien d'exceptionnel. Le patron d'une importante usine de l'arrondissement garde le souvenir contrasté d'un délégué CGT, « très dur [...], très très pénible... », adepte des « méthodes musclées », mais « très intelligent » et « excellent ouvrier »³⁶.

La part syndicale des itinéraires personnels s'articule sur des épisodes collectifs. Au fil des récits, il sera ainsi question de l'occupation, en 1947, du commissariat de l'avenue Parmentier par une centaine de métallurgistes en quête d'un camarade arrêté (Roger H.) ou du débrayage réussi et simultané des deux établissements Suchard de la région parisienne (Lucien R.). Les témoignages valorisent aussi bien des expériences de plus longue haleine, à l'exemple de la négociation de la première convention nationale des graveurs sur métaux (Roger H.). Pédagogique, la relation en récapitule les phases successives. Tout commence par les discussions informelles entre un compagnon respecté, le « père Gaston » et une poignée de jeunes résolus à « faire quelque chose » pour une profession oubliée en 1936. Après un passage obligé par le « 94 » où l'on conseille au petit noyau d'ouvriers de réunir les graveurs de divers ateliers, le témoin se rend aux portes des usines, noue des contacts et réalise assez d'adhésions pour monter une section technique au sein du syndicat, puis convoque une assemblée générale des graveurs qui le désignent pour les représenter auprès des employeurs. Conseillé par Guyard, « un vieux routier [...], un peu filou », il négocie six mois durant l'accord qui, signé en 1949 hors contrôle du CNPF, établit une grille de classification particulièrement avantageuse. « Elle nous a mis au niveau des 'techniciens d'atelier' », synonyme de hausses de salaires supérieures à 30 %. De là date, pour le syndicaliste, sa « véritable » entrée en militantisme, confirmée quelques mois plus tard par l'élection à la tête du syndicat des métaux du 11^e... Le nouveau secrétaire n'envisage pas pour autant d'abandonner le bleu de travail et décline la proposition d'accéder au statut de permanent.

³⁴ Licenciement condamné par la justice... en janvier 1956. « Souvenirs du '94' ».

³⁵ De tendance socialiste, précise-t-il.

³⁶ Entretien avec Théodore G., directeur d'entreprise.

« Je n'ai pas voulu », souligne-t-il. Souci d'indépendance ? « Il y avait un peu de ça ». Ceux qui franchissent le pas dans les années 1960 et 1970 fixent cependant des limites au don de soi. « On vivait comme des militants, mais on vivait aussi comme des individus comme les autres », insiste un ancien secrétaire d'UL qui, attentif à préserver sa vie privée, n'aurait pour rien au monde sacrifié les fêtes familiales : « c'était sacré, sinon on se fait bouffer » (André L.).

L'histoire et ses sens

L'infinie variété des repères individuels et collectifs défie les chronologies mécaniques, mais ne décourage pas le souci militant de la référence à l'histoire. La minutie de la remémoration n'implique pas la rigueur de la datation dont les témoins relativisent l'utilité. Les événements personnels - mariage, naissances, embauche, licenciement, reconversion, déménagement... - s'ordonnent néanmoins selon une grille historique commode car supposée commune. Les principales scissions correspondent aux guerres, mondiales ou coloniales, aux ruptures politiques et aux grèves, accords, meetings et manifestations de portée nationale.

Se succèdent en conséquence les actions « coups de poing » de 1947, la grève d'un mois de février-mars 1950 « pour les 3000 francs » au lendemain de la loi de 1950 sur les conventions collectives, les négociations de 1954 en vue d'une convention collective de la métallurgie parisienne, les « événements » de 1968, etc. Les témoins s'insèrent dans l'histoire à travers un vécu aux allures d'anecdotes : ici l'occupation d'un commissariat, là l'écho de la réplique de Lunet, un dirigeant des métallos, à l'arrogance d'un employeur (Roger H.), le souvenir d'une prise de parole sur le chantier du RER place de la Nation (André L.) ou des discussions sans fin avec les « anarchistes » partisans de s'emparer des usines (Fernand C.) ...

Le bilan balance entre la satisfaction d'une « vie bien remplie » et les regrets des occasions perdues. Dressé à l'âge de la retraite, il en exprime les failles, sinon les déchirures : « vous perdez un peu de votre personnalité » (André L.). La conservation du lien syndical ne s'effectue plus qu'au sein du cadre trop circonscrit de la « seule section des retraités » (Roger H.). La marque militante subsiste dans la moindre fréquence du désarroi qu'expriment tant d'anciens ouvriers parisiens dépossédés de leurs ultimes repères. Elle n'exclut pas la nostalgie, tandis que le vocabulaire et les postures laissent percer le sentiment de la perte et l'amertume sous la cohérence de l'analyse. L'accord sur l'objectif sociopolitique de la désindustrialisation de l'agglomération parisienne - « Pompidou a voulu vider Paris du prolétariat » (Roger H.) - s'accompagne de considérations variées sur les causes d'un « échec » que les syndicalistes admettent n'avoir « pas vu venir » (André L.) et contre lequel ils n'ont « pas pu créer un rapport de forces suffisant » (Roger H.). Désabusé, un ancien délégué met ainsi en cause le « mépris » dont pâtirait, en France, le travail manuel, à la différence, souligne-t-il, de l'Allemagne (Lucien R.). Plus critique encore envers la financiarisation de l'économie, il note que pour aussi âpres aux gains qu'ils aient été, « les tôleurs d'autrefois tenaient à leur boîte ». Témoin impuissant de la dislocation du système de défense ouvrière construit, des années 1930 aux années 1970, autour du PCF et de la CGT, il s'alarme de l'effondrement du taux de syndicalisation - « un désastre » (Lucien R.) - et

rejoint ses camarades sur le constat du passage raté du relais aux jeunes générations ignorantes du prix payé pour des conquêtes désormais menacées.

L'autocritique n'évite pas les jugements peu amènes à l'égard des cadets. La fille d'un syndicaliste communiste mort en déportation les compare aux compagnons de son père : « les militants, c'était pas la même chose que maintenant » (Michèle G.). Plus indulgents envers leurs héritiers, d'anciens syndicalistes incriminent néanmoins la « mentalité dégueulasse » de l'époque actuelle où, « honteux d'être ouvriers », des travailleurs « attendent que les autres se battent pour eux » (Lucien R.). Raison de plus, complètent les plus engagés ou optimistes, pour relever collectivement le défi de la mémoire et d'en concevoir les enjeux et le « devoir » dans le prolongement des combats syndicaux de toujours.